

Maître d'ouvrage :

GAEC Emeraude

Siège d'exploitation : Le PENAUD

85 000 LA ROCHE SUR YON

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE CREATION D'UN PLAN D'EAU



Table des matières

1. Identification de l'exploitation : 3

2.	Objet du dossier :	3
2.1	Projet :	3
2.2	Motivations :	4
2.3	Situation géographique.....	4
2.4	Contexte réglementaire.....	6
2.5	Caractéristiques du site envisagé pour le projet :	6
2.6	Approche économique	7
2.7	Urbanisme	8
3.	Contexte environnemental :	9
3.1	Contexte et calcul de la ressource en eau :	9
3.1.1	Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation	10
3.1.2	Situation géologique et morphologique	11
3.2	Les secteurs d'intérêt particulier	12
3.2.1	Les ZNIEFFs	12
3.2.2	Natura 2000.....	13
3.2.3	Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire	14
3.3	Les zones humides.....	15
3.4	Servitude.....	15
4.	Sécurité.....	16
	Le SDAGE et le SAGE	17
5.	Conclusion	20

1. Identification de l'exploitation :

GAEC L'EMERAUDE

Siège social d'exploitation : Le Penaud

85000 LA ROCHE SUR YON

Siret : 42206723100015

Exploitation polyculture élevage.

-Vaches allaitantes

-Porcs label

Rotation de cultures :

Blé, maïs fourrage, colza, prairies.

2.5 UTH

Projet situé sur la commune de La Chaize Le Vicomte.

2. Objet du dossier :

2.1 Projet :

Le projet consiste à créer une retenue d'eau hivernale pour stockage d'eau à des fins d'irrigation agricole.

Le projet vient en complément d'un précédent agrandissement de plan d'eau situé aux Essart Gouin sur la commune de La Roche sur Yon.

En effet, l'agrandissement a permis le stockage d'environ 15 000m³ et suffit à l'irrigation de l'ilot le plus proche.

Le projet sera centré vis-à-vis du parcellaire prochainement irrigable et sur une parcelle en propriété.

Le projet de création permettra le stockage de 45 000m³. L'exploitation pourra ainsi utiliser les 60 000m³ en deux étangs partagés. (15 000m³ + 45 000m³).

Ainsi, le GAEC aura à disposition le volume visé depuis la première étude, (65 000m³), déjà validé par l'EPMP et la DREAL.

2.2 Motivations :

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 60 000 m³.

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures fourragères permettra d'assurer un rendement minimum et de garantir la pérennité de l'atelier bovin allaitant sur l'exploitation. En effet les évolutions climatiques avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes compromettent la production de fourrage de l'exploitation.

L'accès à l'eau permettra ainsi le développement de cultures spécialisées, telles que la production de semences et de légume de plein champ.

L'objectif étant de pérenniser l'installation de Mme RABREAUD en tant que jeune agriculteur au sein du GAEC.

2.3 Situation géographique

La Chaize-le-Vicomte est une commune française située dans le département de la Vendée, en région Pays de la Loire.

Le territoire municipal de La Chaize-le-Vicomte s'étend sur 4 974 hectares. L'altitude moyenne de la commune est de 87 mètres, avec des niveaux fluctuants entre 32 et 112 mètres.

La commune de La Chaize-le-Vicomte est la commune la plus au centre du département de la Vendée. Elle est située à 10 km à l'est de La Roche-sur-Yon et à 40 km à l'est - nord-est des Sables-d'Olonne.

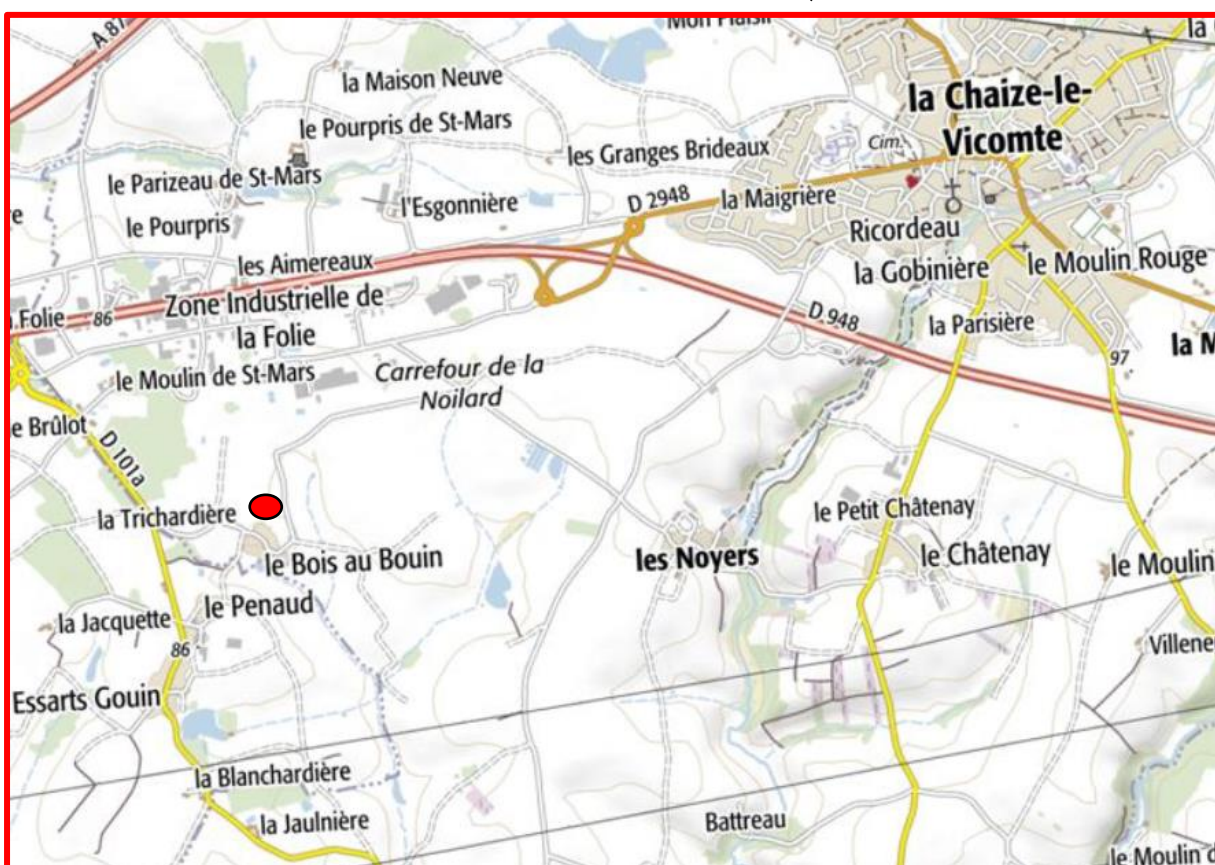
Administration	
Pays	 France
Région	Pays de la Loire
Département	Vendée
Arrondissement	La Roche-sur-Yon
Intercommunalité	La Roche-sur-Yon-Agglomération
Maire	Yannick David
Mandat	2020-2026
Code postal	85310
Code commune	85046
Géographie	
Coordonnées	 46° 40' 22" nord, 1° 17' 28" ouest
Altitude	87 m Min. 32 m Max. 112 m
Superficie	49,74 km ²
Type	Commune rurale
Unité urbaine	La Chaize-le-Vicomte (ville isolée)
Aire d'attraction	La Roche-sur-Yon (commune de la couronne)



Le code de la masse d'eau concernée est celui du Marillet et ses affluents depuis la source jusqu'au complexe du Marillet FRGR1957.

Code Sandre : N3304100

Situation du projet



2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	La commune de La Chaize le Vicomte fait partie du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Un point de pompage est déjà existant et sera utilisé pour le complément de remplissage de la retenue
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha (D)
3.2.4.0. vidange de plan d'eau 1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 (D)	Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est déjà intégré dans les volumes disponibles de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. (D)

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable, le projet représentant une surface totale inférieure à 2 ha.

2.5 Caractéristiques du site envisagé pour le projet :

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques, de la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial, en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux ainsi que de son mode d'alimentation en eau et enfin la propriété.

Les mesures Eviter Réduire Compenser sont visées dès le stade de la réflexion du projet, évitant ainsi l'impact sur les zones humides.

Le projet sera réalisé sur des parcelles agricoles.

2.6 Approche économique

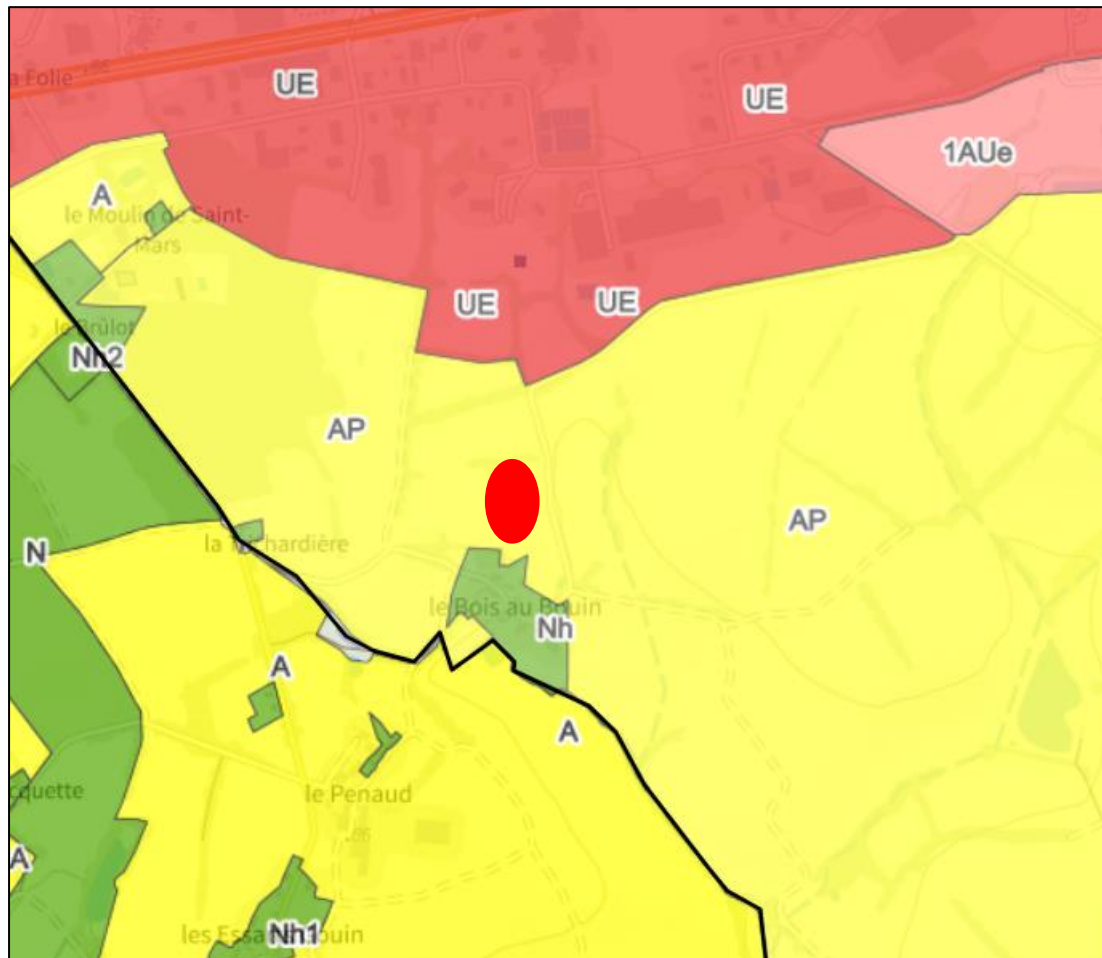
L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le projet sera inclus dans le projet d'installation du futur jeune agriculteur (Mme RABREAUD).

Il sera tenu compte de l'étude technique et des sondages à venir, pour déterminer un cout du projet et sa faisabilité.

2.7 Urbanisme



Les parcelles N°126 et 49 section ZT, se situent sur zone classée AP, d'après le PLU de la commune de la Chaize le Vicomte, dont la dernière procédure a été approuvée le 18/12/2017. PS ; une station de pompage mobile devra être installée à la place d'un local technique.

Sont admises, dans les zones A et les secteurs Ap et sous conditions et dans le respect des articles A 3 à A 14, les occupations et utilisations du sol suivantes :

- a) Les affouillements et exhaussements de sol liés et nécessaires à une exploitation agricole ou à une opération autorisée dans la zone.
- b) Les installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (transformateur E.D.F., pompe de relèvement, etc.) et les équipements d'intérêt général.
- c) Les équipements d'infrastructures et leurs superstructures associées.
- d) La reconstruction des bâtiments ayant été détruits par un sinistre quelconque depuis moins de 2 ans
- e) Les travaux et aménagements d'intérêt collectif nécessaires à la gestion des milieux naturels et notamment la restauration et l'entretien des réseaux hydrographiques,
- f) Dans les zones humides identifiées sur le plan de zonage, seules sont autorisées:
 - les projets bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique sous réserve qu'il n'existe pas de solution alternative constituant une meilleure option environnementale
 - les opérations autorisées au titre de la Loi sur l'Eau

3. Contexte environnemental :

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau :

La Rocher Sur Yon est située dans le bassin versant du Lay, en ZRE.

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027.

Les périodes de prélèvement sur cours sont aussi réglementées et devront respecter les dispositions 7D5 à 7D7 du SDAGE Loire Bretagne.

Source station météo France Les Ajoncs

	janv	fev	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen précipitation	96.8	70.9	65.0	70.7	58.2	42.6	51.2	44.5	70.6	104.1	108.6	94.5	880.7

En période de prélèvement autorisé, du 1er novembre au 31 mars, le cumul des précipitations représente 435.8 mm.



3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et d'utilisation

Le remplissage de la retenue sera assuré par la collecte des eaux de pluies gravitaires issues du bassin versant industriel et agricole en amont du projet.

Un complément de remplissage sera mis en place par prélèvement depuis le cours d'eau, La Chapelaine, qui reçoit indirectement les rejets des 25 ha de la zone industrielle, située à l'amont du projet. Un volume de 45 000m³ et déjà accordé par l'EPMP, OUGC en place sur le secteur.

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront déviées vers un fossé de contournement permettant la déconnection de la retenue et le milieu. Le pompage sera aussi stoppé une fois la période de remplissage terminée.

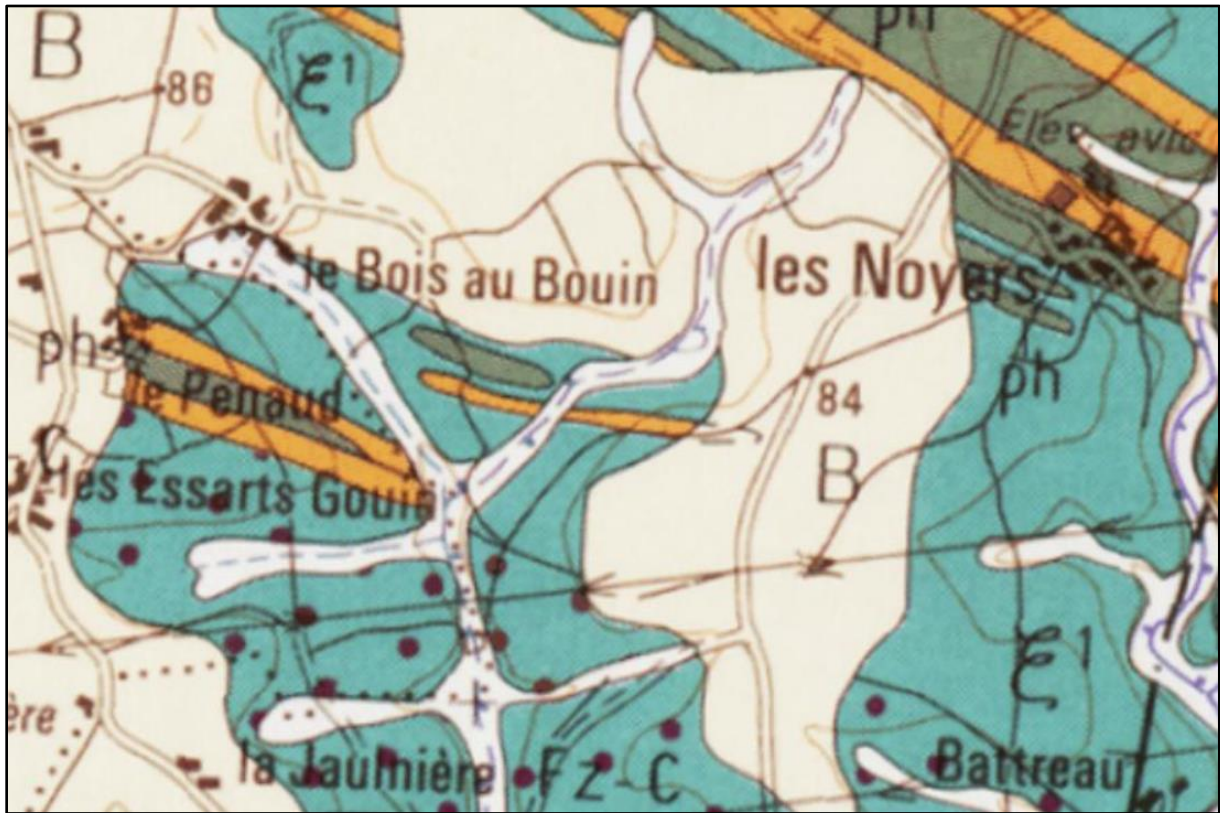
L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

Chaque année, une demande devra être faite par l'irrigant dans le cadre du protocole de gestion de l'eau.

Après consultation du gestionnaire de débit, du volume est disponible sur le bassin versant. L'exploitation agricole fera chaque année une demande de remplissage auprès de l'EPMP, reconnu OUGC en place sur ce secteur.

Enfin, les volumes consommés seront comptés et remontés à l'agence de l'eau Loire Bretagne, pour paiement de la redevance.

3.1.2 Situation géologique et morphologique



D'après la carte N° 562 de La Roche Sur Yon, la situation des projets se superpose sur la couche Groupe de la Roche-sur-Yon et de la Chaize-le-vicomte (Silurien probable) : Métapélites grises, alumineuses, à mica blanc détritique. L'hétérogénéité du sol site pourrait aussi comprendre des Grès quartzite du même groupe.

L'étude technique permettra de connaître la nature du sous-sol plus précisément ainsi que la disponibilité des matériaux, notamment en argile.

Enfin, les relevés topographiques définiront la surface et la cubature précise de l'ouvrage.

3.2 Les secteurs d'intérêt particulier

3.2.1 Les ZNIEFFs

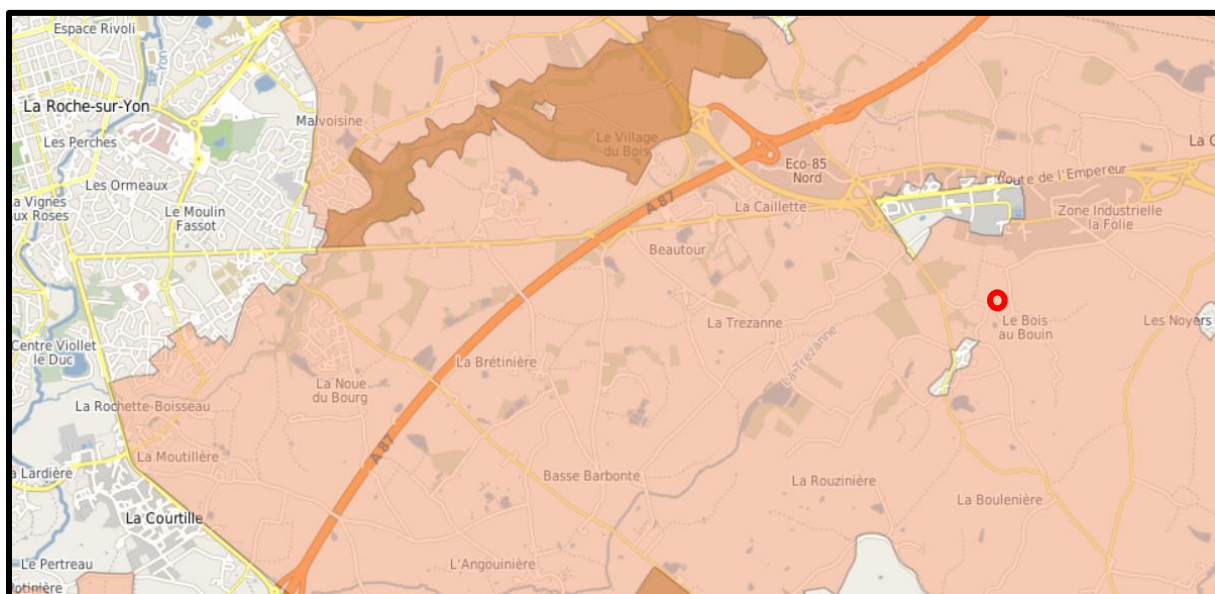
Le site retenu pour la création d'un plan d'eau d'irrigation se superposent à une ZNIEFF.

ZNIEFF 520005759

ZONE DE BOIS ET BOCAGE A L'EST DE LA ROCHE-SUR-YON

N° régional : 50030000

ZNIEFF de type II

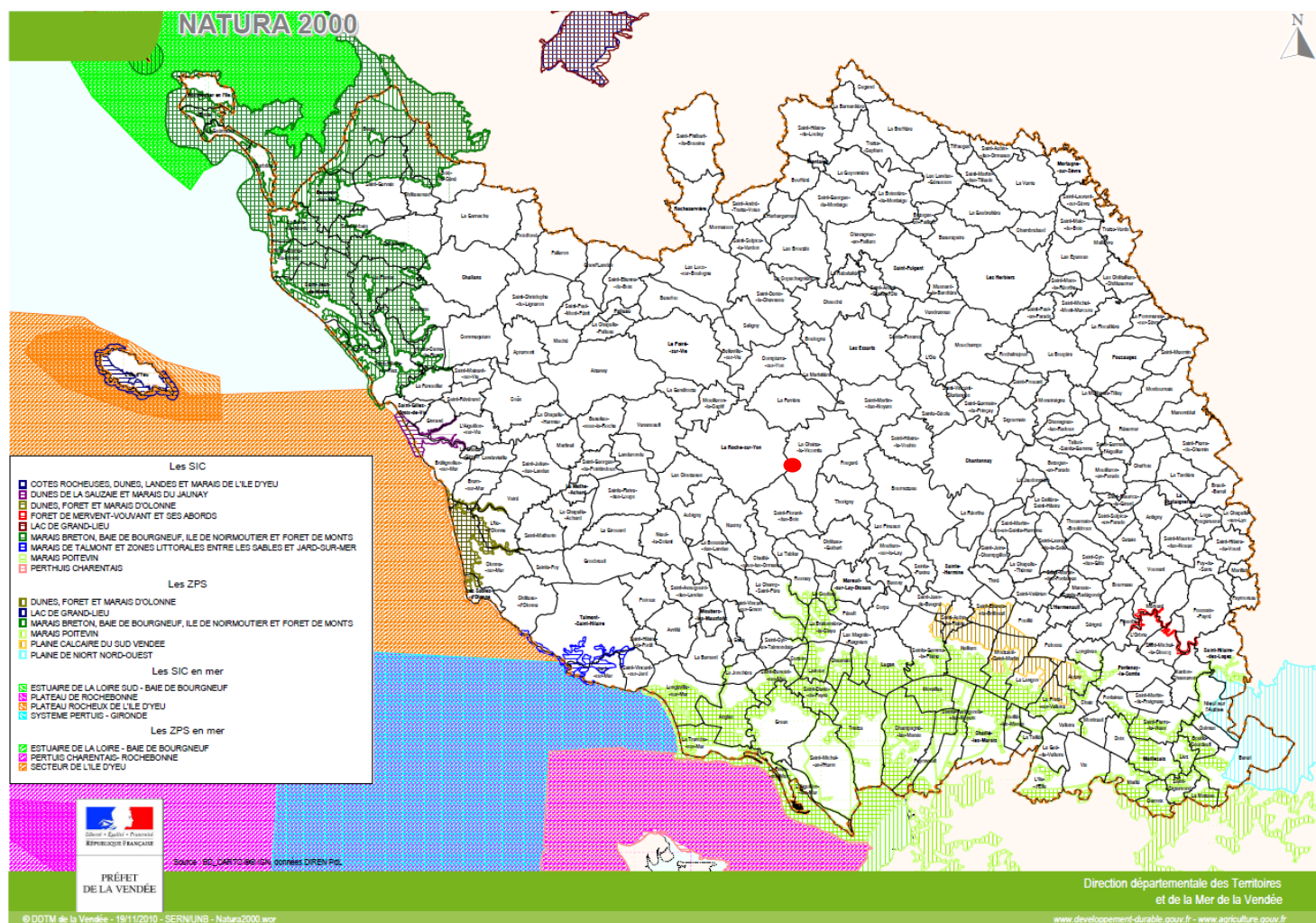


Cette grande zone de bocage, bois, étangs, vallées, malgré une dégradation importante due au remembrement et à l'urbanisation, a conservé un intérêt écologique non négligeable. Le réseau hydrographique assez dense constitue un ensemble de corridors naturels.

L'autoroute Cholet - La Roche sépare cette zone en 2 (en passant à l'ouest des forêts du Déroit et de la Chaize) et favorise un nouveau morcellement du milieu.

La présence de ZNIEFF n'a pas de portée réglementaire directe mais indique la richesse et la qualité des milieux naturels. Le projet tiendra compte de l'ensemble de ces aspects pour sa création et son mode de gestion. Les trames vertes et bleues seront maintenues, aucune haie ni zone humide ne seront impactés, directement ou indirectement.

3.2.2 Natura 2000



Le projet ne se superpose pas à une zone Natura 2000 et ne se situe pas non plus dans un environnement proche. (15 km du Marais Poitevin)

3.2.3 Schéma de cohérence Ecologique des Pays de la Loire

La Roche-sur-Yon bénéficie d'un bocage riche et relativement dense, comprenant 700 km de haies, 454 mares, 1047 ha de prairies permanentes, 551 zones humides et 145 boisements. Suite à l'inventaire participatif des mares animé par la LPO Vendée, 20 mares ont fait l'objet d'une caractérisation complète sur plus d'un an (suivi réalisé par des étudiants du département Génie Biologique de l'IUT de La Roche-sur-Yon). Ce suivi a montré une forte richesse floristique et faunistique avec plus de 200 espèces végétales identifiées et la présence quasi systématique d'amphibiens et d'odonates. Néanmoins, la présence d'espèces invasives a été constatée et il est nécessaire de limiter leur expansion, afin de préserver ces milieux

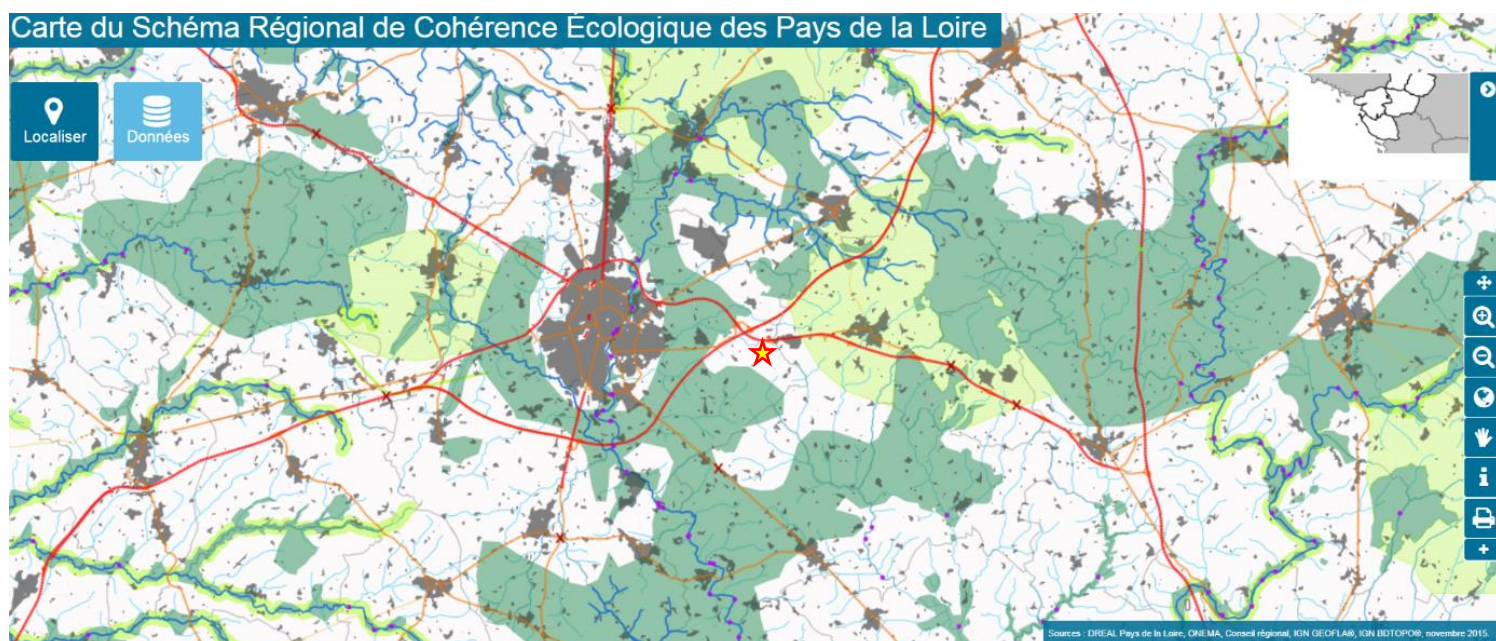
Les espaces et paysages naturels du Pays Yon et Vie couvrent près de 90% du territoire et sont façonnés par l'agriculture.

L'activité agricole est aux portes des habitants et permet potentiellement l'autosuffisance du SCoT en viandes bovine et de volaille, et en produits laitiers. Elle assure également l'entretien des espaces et paysages naturels.

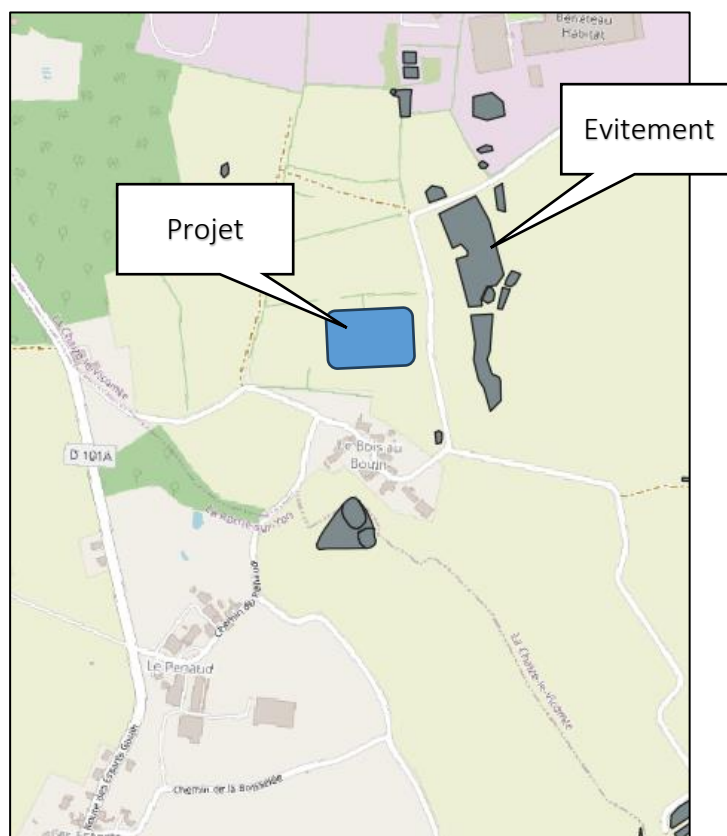
Elle s'inscrit dans une trame bocagère qui présente des niveaux de préservation inégaux selon les secteurs du SCoT, avec notamment une différenciation marquée entre un bocage bien conservé au Sud de l'agglomération Yonnaise et une tendance forte à l'ouverture du paysage au Nord en dehors des vallées

Le projet s'inscrit dans un réservoir complémentaire « espace de perméabilité bocagère (Bois, prairie et zone humide)

Le projet tiendra compte de ces éléments et ne portera pas atteinte aux corridors ou réservoir naturels.



3.3 Les zones humides



Le projet ne se situe pas sur une zone humide.

Les mesures Eviter Réduire Compenser ont été étudiées en amont. Un autre sites potentiel a été étudié. Celui-ci impactait des zones humides et faisaient barrage à un cours d'eau a donc été évité.

Les mesures d'évitement permettent aussi de conserver le linéaire de haie proche du futur projet, notamment sur la partie sud-ouest.

3.4 Servitude

L'emprise du projet n'est pas concernée par une servitude. Une demande de DT-DICT sera faite pour les sondages techniques.

4. Sécurité

L'étang d'irrigation, d'une capacité inférieure à 50 000 m³ hors sol, n'est pas concerné par les classes de barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.

Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

Des panneaux et installations, interdisant l'accès aux personnes non autorisées, seront installés.

Réglementation classe barrage :

Article R.214-123 : Le propriétaire ou l'exploitant de tout barrage ou le gestionnaire des digues organisées en système d'endiguement surveille et entretient ce ou ces ouvrages et ses dépendances. Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage qui sont effectuées au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance prévus par l'article R.214-126.

La consistance de ces vérifications et visites est précisée par l'arrêté prévu par l'article R.214-128.

CLASSE A	CLASSE B	CLASSE C
$V \geq 20$ ET $H^2 \times V^{1/2} \geq 1\,500$	$V \geq 10$ ET $H^2 \times V^{1/2} \geq 200$	$V \geq 5$ ET $H^2 \times V^{1/2} \geq 20$
		OU
		$H > 2$ ET $V > 0,05$ ET il existe une ou plusieurs habitations à l'aval du barrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 m

L'ouvrage créé pour un volume maxi de 45 000m³ n'est soumis à aucune classe barrage, sont volume étant inférieur à 50 000m³.

Hauteur digue	Volume en Million M3	H ²	V ^{1/2}	Résultat	Volume en M3
5	0,0450	25	0,2121	5,30	45 000

Calcul réalisé au maximum des hauteurs envisagées pour le projet ; 5m.

Le SDAGE et le SAGE

Le projet s'inclue dans le SDAGE Loire Bretagne et dans le SAGE du Lay.

Le projet sera compatible avec l'ensemble des dispositions de ceux-ci.

Le comité de bassin a adopté le 3 mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 3 mars 2022 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesure.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière

réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Le règlement du SAGE du Lay s'articule comme suit :

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT

PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu de l'ensemble des premiers éléments présentés, cette étude respecte l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant leurs mises en œuvre.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement
Extension d'un plan d'eau pour usage d'irrigation agricole par le GAEC L'EMERAUDE
sur la commune de La Roche-sur-Yon (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2019/SGAR/657 du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4490 relative au projet d'extension d'un plan d'eau pour usage d'irrigation agricole sur la commune de La Roche-sur-Yon, déposée par le GAEC L'EMERAUDE et considérée complète le 22 janvier 2020 ;

Considérant que le projet consiste à créer une retenue d'eau par extension d'un étang existant dans le secteur Les Essarts Gouin sur le territoire de la commune de La Roche-sur-Yon, d'une surface en eau d'environ 20 000 m² représentant un besoin de stockage d'un volume avoisinant les 65 000 m³ d'eau, destinée à l'irrigation agricole et qui nécessite également la mise en place d'un réseau enterré ;

Considérant que ce projet (plan d'eau et canalisations d'irrigation) se situe au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Zone de bois et bocage à l'est de La Roche-sur-Yon » ;

Considérant que le projet se situe à plus de 7 km du périmètre de protection de captage du Moulin Papon destiné à la production d'eau potable ;

Considérant que la constitution du nouveau plan d'eau se fera par approfondissement de l'étang actuel et par extension de son périmètre sans que les travaux ne portent atteinte à des éléments de patrimoine biologique caractéristiques de la ZNIEFF de type 2, dans la mesure où le porteur de projet déclare préserver les arbres existants en périphérie du projet ;

Considérant qu'à ce stade les éléments produits à l'appui de la demande attestent de l'absence d'atteinte par le projet à des zones humides répertoriées dans le secteur ;

Considérant que le dossier indique que l'alimentation de cette réserve d'eau se fera en période hivernale, à partir des eaux de ruissellement du bassin versant intercepté et complété le cas échéant pour partie par prélèvement dans le ruisseau à proximité ; que dans le cadre de la procédure à conduire au titre de la loi sur l'eau, le maître d'ouvrage devra expliciter les dispositions prises pour garantir le fonctionnement envisagé ; que devra notamment être confirmée la disponibilité réelle de volumes hivernaux sur le secteur envisagé et le fait que le remplissage se fera bien exclusivement lorsque les conditions de débit du cours d'eau sont remplies (cf module, tel que défini dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021) ;

Considérant que le maître d'ouvrage apporte, à l'appui de sa demande, les premiers éléments visant à démontrer que son projet respecte la disposition IE3 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, qui prévoit notamment que *"les plans d'eau [doivent être] isolés du réseau hydrographique, y compris des eaux de ruissellement, par un dispositif de contournement garantissant le prélèvement du strict volume nécessaire à leur usage, et qu'en dehors du volume et de la période autorisés pour le prélèvement, toutes les eaux arrivant en amont de l'ouvrage ou à la prise d'eau, à l'exception des eaux de drainage agricole, [doivent être] transmises à l'aval, sans retard et sans altération"* ;

Considérant que le projet est situé en zone de répartition des eaux et que le prélèvement sollicité s'intégrera dans le cadre de l'autorisation unique de prélèvement accordée à l'établissement public du Marais Poitevin (EPMP) en sa qualité d'organisme unique de gestion collective (OUGC) du Marais Poitevin ;

Considérant que le projet est soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques et, qu'à ce titre, le porteur de projet est tenu au bon déroulé de la démarche éviter, réduire, compenser, qui sera précisée dans ce cadre ;

Considérant l'absence d'habitation de tiers à l'aval hydraulique de la future digue ;

Considérant qu'au regard de ses dimensions prévues à ce stade (proche de 20 000 m²), le projet est soumis à déclaration préalable au titre des dispositions de l'article R.421-23 alinéa f du code de l'urbanisme (exhaussement affouillement inférieur à 2 hectares), mais qu'il serait soumis à permis d'aménager si cette surface venait à atteindre au minimum deux hectares au titre des dispositions de l'article R.421-19 alinéa k du même code ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet d'extension d'un plan d'eau pour usage d'irrigation agricole sur la commune de La Roche-sur-Yon, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.